

35
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Revue mensuelle publiée par le Comité Central du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

NUMÉRO SPÉCIAL

JUIN 1938

PRIX : 2 Francs

SOMMAIRE

L'évolution de la Russie Soviétique. — Extrait du Rapport adopté par le 2^e Congrès du P. O. I. — Extraits du rapport du camarade Craipeau : La Quatrième Internationale et la Contre-Révolution russe. — Encore une fois : l'URSS et sa défense, par Léon Trotsky. — Cachin et Mussolini (fin). — Comment ils ont avoué. — Memento.

L'ÉVOLUTION DE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE

Nous publions dans ce numéro exceptionnel trois articles relatifs à la situation de la Russie Soviétique. Une large discussion a été ouverte dans les rangs de notre parti en vue du 2^e Congrès qui s'est tenu en octobre 1937. Le compte rendu et l'exposé des thèses en présence a été fait dans la *Lutte Ouvrière* du 23 décembre 1937. Cette discussion se poursuit sur le terrain international.

Cependant, au 2^e Congrès, une large majorité s'est affirmée sur le rapport dont nous publions un extrait et qui ne faisait que développer les thèses internationales de juillet 1936 (voir *Quatrième Internationale*, n^o 1). Mais le développement même des événements (Procès de Moscou, rôle de l'URSS en Espagne, nouvelles crises en URSS) rend une étude très approfondie indispensable. L'article de Trotsky a été écrit après notre Congrès. D'autre part, dans le numéro de mai de la revue, sont soumises à la discussion internationale des Thèses où la situation de l'URSS est à nouveau traitée.

En France, notre parti est la seule tendance du mouvement ouvrier qui ait consacré à la question russe une importance de premier plan. Ce n'est pas par hasard. La question russe — c'est-à-dire l'expérience la plus profonde de la révolution sociale — est la pierre de

toucher de tout le mouvement prolétarien contemporain. C'est justement sur elle que se brisent ou s'effritent les courants qui prétendent régler cette question par le dédain, l'insulte, ou seulement la crainte superstitieuse.

Les anarchistes, fidèles serviteurs de l'État bourgeois espagnol vouent à l'enfer la Russie, parce qu'il y règne une domination « étatique ». Les socialistes de gauche, les opportunistes du Bureau de Londres, sont prêts à approuver son gouvernement, en tant que « russe », mais lui dénie le droit à l'intervention sur l'arène internationale. Les uns et les autres rendent responsables « l'immoralisme bolchevik ». Cette attitude flatte un peu le chauvinisme qui imprègne tout mouvement ouvrier dans le cadre national ; et c'est pourquoi elle est indigne du mouvement ouvrier internationaliste. C'est pourquoi, nous, nous ne craignons pas d'expliquer quelles catégories sociales nous défendons, et lesquelles nous combattons, dans la Russie de Staline. La renaissance de la liberté politique se combinera en Russie avec la lutte pour l'égalité socialiste réelle. La discussion de ce programme intéresse tout le prolétariat international, et pas seulement les jeunes révolutionnaires soviétiques qui grandissent, en prenant la relève des vieux bolcheviks décimés ou épuisés.

EXTRAIT DU RAPPORT

adopté par le 2^e Congrès du P. O. I. (Novembre 1937)
(Présenté par le Camarade Naville)

4. — La vague de *terreur* contre-révolutionnaire que la bureaucratie fait déferler sur les chemins de fer, usines et champs, en fusillant par centaines les ouvriers et fonctionnaires récalcitrants, est la conséquence de la nouvelle constitution et de l'espérance qu'elle ouvre à une série de couches sociales derrière lesquelles se tient aux aguets le capitalisme mondial. La bureaucratie, écuyer de cette restauration, risque cependant de ne pas monter elle-même en selle. C'est cela qui révèle la fonction contradictoire et ambiguë de la bureaucratie soviétique, qui sape elle-même les fondements de son existence : la propriété étatique-collective du sol, des moyens de production, de la grande industrie, des habitations et du commerce.

Malgré les progrès de la contre-révolution depuis un an, il reste toujours vrai, et d'une importance décisive, que « les rapports sociaux de l'URSS, y compris les privilèges de l'aristocratie soviétique, s'appuient en fin de compte sur la propriété étatique et kholkoziennne acquise par l'expropriation de la bourgeoisie, qui, à la différence de la propriété capitaliste, ouvre la possibilité d'une croissance de l'économie et de la culture. »

La bureaucratie a fait voter une constitution nouvelle, qui garantit une série de ses privilèges, elle a assassiné presque tous les anciens dirigeants bolcheviks, dont la fidélité lui était suspecte ; elle a donné à la diplomatie de la SDN des garanties inouïes : malgré tout cela, elle reste liée, non seulement par ses origines, mais aussi par son mode de fonctionnement, de recrutement, de reproduction, de consommation, actuels, aux cadres de la propriété définis au moment de la révolution d'Octobre.

Ces cadres peuvent disparaître par la voie « froide », au cours d'une guerre, ou par un coup d'Etat contre-révolutionnaire. Ils peuvent aussi redevenir la base d'une économie progressant sur la voie socialiste, avec l'aide du prolétariat européen, vers l'égalité. Mais, n'importe quel pronostic ne dispense pas de se fonder sur deux pieds dans la réalité.

5. — Etant donnée la différence fondamentale qui existe entre l'industrie étatique de l'URSS, et le capitalisme de monopoles dans le système de l'impérialisme, il est évident que pour revenir au capitalisme privé dans les branches fondamentales de la production, il faudra aussi que la bureaucratie se décompose : on verrait alors surgir en URSS des classes sociales, qui, par tout leur mode d'existence économique, seraient les frères de sang de la bourgeoisie, et même du fascisme européen.

Il s'agit là de tendances qui sont encore loin d'être pleinement épanouies, et qui sont précédées par les progrès contre-révolutionnaires dans le domaine de la consommation et de la distribution. Comme l'indiquent les thèses :

« Tout Etat ouvrier conservera, pour élever les forces productives, dans les premiers temps, le système du salaire, ou comme s'exprimait Marx

« les normes bourgeoises de répartition ». La question est tranchée, pourtant, par la direction générale du développement... Avec l'isolement et le retard du pays soviétique les normes bourgeoises de répartition ont pris un caractère grossier et outrageant (différenciation monstrueuse des salaires, primes, avancements, décorations, etc.) et ont engendré des tendances restauratrices, qui menacent le système étatique de propriété. »

Dans l'année écoulée, tous les indices montrent une aggravation de cette tendance, qui s'étend à l'agriculture aussi bien qu'à l'industrie. Le moment vient où la persistance de cette tendance, la consolidation des résultats acquis par les privilégiés, menace à son tour les formes de la propriété.

La tête de la bureaucratie a massacré toute une couche de dirigeants anciens, et continue à décimer les rangs de ses anciens membres : pour cela, elle est en pleine crise. Ces épurations, en rétrécissant sa base, ne lui assurent pas plus de stabilité. Au contraire : les crises les plus profondes sont encore pour elles dans l'avenir, en liaison avec le réveil du prolétariat et les progrès de la contre-révolution capitaliste.

OBJECTIONS

Nous jetterons maintenant un coup d'œil sur les diverses catégories d'objections qui sont faites à la position du parti par une série de camarades.

L'ETAT OUVRIER ET LE CAPITALISME D'ETAT

6. — Première objection (ou plutôt affirmation) : « L'URSS n'est pas, ou n'est plus, un Etat ouvrier, mais un Capitalisme d'Etat, semblable à celui des Etats fascistes, ou la propriété collective de la bureaucratie remplace la propriété privée capitaliste avec des effets analogues dans l'exploitation de la classe ouvrière : la plus value y est soustraite au profit des privilégiés comme ailleurs. »

D'abord, notre résolution de juillet s'exprime ainsi :

« L'URSS est-elle un Etat ouvrier ? L'URSS est un Etat qui s'appuie sur des rapports de propriété créés par la révolution prolétarienne et qui est dirigé par une bureaucratie ouvrière dans l'intérêt des nouvelles couches privilégiées. L'URSS peut être appelée un Etat ouvrier dans le même sens, à peu près — malgré l'énorme différence des échelles — qu'un syndicat dirigé et trahi par des opportunistes, c'est-à-dire par des agents du capital, peut être appelé une organisation ouvrière. »

Nous pouvons admettre que l'étiquette « Etat ouvrier » laisse imaginer une société où le prolétariat non seulement a refoulé les formes les plus fondamentales du capitalisme, mais où il domine politiquement sans conteste. En ce sens elle peut prêter à confusion. C'est d'ailleurs une formulation que déjà en 1921 Lénine critiquait non sans raison.

D'abord, l'Etat, disait-il (à propos de la discussion sur les syndicats) n'est pas ouvrier : il est ouvrier et paysan. Ensuite, c'est plutôt un Etat bureaucratique dominé par le prolétariat. Lénine voulait dire, à cette époque, que le prolétariat dirigeait en alliance avec une paysannerie encore morcelée et entièrement arriérée ; et que l'appareil étatique était tout plein de la routine petite bourgeoise héritée du régime précédent.

En 1937, l'Etat est bureaucratique dans un nouveau sens, car il s'agit surtout d'un appareil né de la nouvelle croissance industrielle et paysanne, après une période où la paysannerie a fait un bond sérieux en avant.

7. — C'est pourquoi la formulation de nos thèses est prudente. L'analogie avec un syndicat ouvrier est parfaitement justifiée, autant que les analogies sont en général utilisables en politique. L'expression « d'aristocratie ouvrière » est contradictoire en apparence dans les termes, mais l'aristocratie ouvrière est une réalité bien vivante. Lénine, à la suite d'Engels, parlait de « parti ouvrier-bourgeois » à propos du Labour Party : l'antinomie dans les mots est encore plus criante : elle désignait cependant avec assez de justesse la fonction de la bureaucratie réformiste dans le mouvement ouvrier. L'Etat soviétique est aujourd'hui ouvrier et bureaucratique. La combinaison historique nouvelle qu'il représente ne se laisse pas facilement réduire aux étiquettes déjà connues. Cela ne diminue pas d'un iota la nécessité de formuler une analyse qui soit fondée sur les faits.

8. — Oui, mais, et le capitalisme d'Etat ?

Cette question a été maintes fois éclaircie (1). Ce n'est pas d'aujourd'hui que cette expression a été utilisée par les communistes pour faciliter la compréhension du régime social et économique de l'URSS. En 1922, par exemple, Lénine écrivait : « Notre tâche, c'est d'étudier à fond le capitalisme d'Etat des allemands, de l'adopter, sans craindre les procédés dictatoriaux qui pourraient accélérer son adoption ». Evidemment, il entendait par là que le développement social et économique de la Russie devait passer avant tout par la centralisation, l'élévation du niveau technique, la productivité croissante, selon un plan. Car, ajoutait-il, « le rendement, c'est en fin de compte, ce qu'il y a de plus important pour la victoire du nouveau régime social. Le capitalisme a obtenu un rendement de travail qu'ignorait l'économie féodale. Le capitalisme pourra être définitivement vaincu si le socialisme obtient un rendement beaucoup plus élevé. »

Mais l'étatisme capitaliste a pour but de venir en aide à la propriété privée menacée (et en particulier aux grandes industries et à la propriété foncière.) En URSS c'est la propriété elle-même qui est étatique, collective. Assimiler les deux formes conduit au rapprochement du régime fasciste et du régime stalinien : c'est tout simplement répéter les accusations anciennes des libéraux et démocrates de tout poil pour qui la dictature blanche de la bourgeoisie et la dictature prolétarienne sont les deux faces du même système.

Mais, nous demande-t-on, quelle différence y a-t-il

(1) Lire à ce propos le Chapitre IX de *La Révolution trahie*, ainsi que *L'I.C. après Lénine*, de Trotsky. Lire aussi le ch. IX du livre de D. Guérin *Fascisme et Grand Capital*, qui éclaire bien la question.

entre la propriété privée et la propriété collective, si seule une bureaucratie peut profiter de celle-ci ? Il n'y aurait qu'une différence de degré entre la propriété privée capitaliste et la gigantesque propriété « privée » de la bureaucratie.

LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE

ET LA PRODUCTION DE LA PLUS-VALUE

9. — Dans une analyse de la *Philosophie de l'Etat*, de Hegel, Marx avait écrit : « La bureaucratie est l'Etat imaginaire à côté de l'Etat réel, le spiritualisme de l'Etat. Toute chose a donc 2 significations, l'une réelle, l'autre bureaucratique, de même que le savoir est double, l'un réel, l'autre bureaucratique... Mais l'être réel est traité d'après son être bureaucratique, d'après son être irréel, spirituel. La bureaucratie tient en sa possession l'être de l'Etat, l'être spirituel de la société. C'est sa propriété privée. »

Il va de soi qu'ici l'expression « propriété privée » est prise au sens symbolique, et n'est point propre à une forme particulière de bureaucratie, encore que Marx se référât à travers Hegel à la bureaucratie prussienne. Il s'agit des rapports qui s'établissent en principe entre l'Etat et la bureaucratie. Sous tous les régimes non-socialistes, la bureaucratie, l'armée des fonctionnaires, a tendance à se considérer comme l'incarnation de l'Etat au-dessus des classes. Dans ce sens aussi, Rakovsky et Trotsky ont pu employer l'expression. Mais nullement dans le sens pratique et défini d'une propriété particulière, c'est-à-dire d'un droit de libre disposition.

Qu'elle ait ou non des titres de propriété (et elle n'en a pas), la bureaucratie ne peut disposer (*répartir*) librement ni d'un capital accumulé, ni de la plus-value produite. Il ne s'agit pas pour elle d'une propriété capitaliste privée, même à l'échelle de monopoles d'Etat.

10. — S'agit-il alors d'une forme « nouvelle » de propriété, des rapports établis historiquement sur la base de l'appropriation collective, mais au bénéfice d'une classe particulière, la bureaucratie ? Dans ce cas, il faudrait admettre que la bureaucratie jouit du système comme une classe capitaliste, parce qu'elle s'approprierait la plus-value comme une entreprise capitaliste.

Réponse : L'histoire démontre que le phénomène de la production et de l'appropriation de la plus-value n'est pas propre et limité au capitalisme libéral ou au monopole privé. La rente foncière et la plus-value, qui existaient à l'époque du féodalisme, ont pris tout leur sens avec l'économie marchande puis le développement industriel. Elles continuent à exister en URSS, malgré les dénégations de Staline, Boukharine et leur école. Seulement, elles sont nationalisées ; et là git une différence essentielle. Si l'on veut éclaircir la nature de la société soviétique actuelle, c'est aussi de ce côté qu'il faut éviter des erreurs.

Marx écrivait dans le *Capital* que la forme de la production de la plus-value déterminait avant tout l'essence d'un régime social : « La forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non-payé est extorqué aux producteurs immédiats détermine le rapport de dépendance entre maîtres et non-maîtres, tel qu'il découle directement de la production même, et à son tour réagit sur elle. C'est d'ailleurs, la base sur laquelle repose toute la structure de la communauté économique et des conditions même de la production,

et donc en même temps la forme politique spécifique. » (1)

La rente foncière est toujours produite par les kholkhozes, ainsi que la plus-value dans les usines. En URSS aussi, la plus-value recèle le profit, le salaire... Cependant, le fond des salaires, comme le profit et la rente foncière, sont centralisés dans le budget général de l'Etat, directement ou indirectement. L'Etat concentre le revenu national entre ses mains, et cela suppose l'élimination de la grande propriété privée. (2)

Les stalinien répètent que la plus-value n'existe plus en URSS, puisque « les usines appartiennent aux ouvriers ». Mais à cette absurdité, il est inutile d'opposer une absurdité aussi grande : à savoir que la plus-value y est produite et répartie comme dans le système capitaliste, et que par conséquent les rapports entre maîtres et non-maîtres, selon l'expression de Marx, y sont semblables. En réalité, la forme spécifique de l'appropriation d'une partie du sur-travail non payé, lui confère le rôle et la fonction d'une caste semi-parasitaire, et chez certaines de ses couches, la tendance directe à frayer la voie à des propriétaires.

La différenciation extrême des salaires, phénomène frappant et plein de signification, n'épuise cependant pas la question du « secret intime, du fondement

(1) Marx développe encore (*Capital* T. III. 2^e partie, ch. 37) : « C'est toujours le rapport direct entre les propriétaires des conditions de production et les producteurs immédiats — rapport dont la forme correspond toujours et de façon naturelle à un stade déterminé dans le développement des modalités du travail et donc de sa productivité sociale — c'est toujours dans ce rapport que nous trouvons le secret intime, le fondement caché de tout l'édifice social, et par conséquent aussi la forme politique revêtue par le rapport de souveraineté et de dépendance, en un mot de toute la forme spécifique de l'Etat. Cela n'empêche pas que la même base économique — la même entendons-nous, quant aux conditions principales — peut, sous l'influence de diverses conditions empiriques, de données historiques agissant du dehors, conditions naturelles, différences de race, etc... présenter, quant à sa manifestation, des variations et des gradations infinies, dont la compréhension n'est possible que par l'analyse de ces circonstances empiriques données. »

(2) Un exemple. Voici comment la rente foncière retourne à l'Etat. La répartition des produits et de l'argent dans un kholkhoze se fait « suivant des règlements dictés par le gouvernement. Tout d'abord, un prélèvement est effectué au profit de l'Etat, prélèvement dont l'importance varie suivant la fertilité de la région, et qui atteint jusqu'à 41 % de la récolte. Puis, il est déduit 2 à 3 % pour les dépenses administratives, et 13 à 25 % pour l'amortissement des tracteurs et machines agricoles, enfin 10,5 % pour le fonds de réserve. Le reste est réparti entre les travailleurs, au prorata de la quantité et de la qualité du travail effectué par eux ». (Berline, l'évol. éc. et soc. de l'URSS.)

Voir aussi le matériel de chiffres abondant (sur-tout pour l'industrie) fourni par Citrine : « A la recherche de la Vérité sur l'URSS. »

caché de tout l'édifice social ». Ce secret de l'état transitoire de l'URSS et des contradictions nouvelles qu'il recèle est révélé si l'on ne perd pas de vue le sens réel des nationalisations, et si l'on ne masque pas leur véritable caractère par des analogies superficielles avec l'étatisme fasciste de Mussolini ou d'Hitler.

Les problèmes du développement de l'URSS sont constamment posés en termes nouveaux. Notre tâche est de ne rien négliger pour leur élucidation, mais c'est sur les conséquences politiques de notre appréciation qu'il faut écarter le plus résolument les équivoques.

REVOLUTION POLITIQUE OU SOCIALE ?

Quel est le programme de la nouvelle révolution soviétique ? Les thèses de Juillet déclaraient :

« Si, pour le retour de l'URSS au capitalisme est nécessaire une contre-révolution sociale, c'est-à-dire le renversement de la propriété étatique des moyens de production et du sol, de même que la réintroduction de la propriété privée —, pour la marche au socialisme une révolution politique, c'est-à-dire le renversement violent de la domination politique de la bureaucratie dégénérée, évidemment avec le maintien des rapports de propriété établis par la révolution d'Octobre. S'appuyant sur les masses travailleuses du pays et sur le mouvement révolutionnaire du monde entier, l'avant-garde prolétarienne en URSS devra renverser la bureaucratie par la force, régénérer la démocratie soviétique, liquider les privilèges monstrueux et assurer un développement réel vers l'égalité socialiste. »

Trotsky écrit : « La subversion de la caste bonapartiste aura naturellement de profondes conséquences sociales ; mais elle tiendra dans les cadres d'une transformation politique. »

A cela les ultra-gauches opposent qu'on ne peut séparer la révolution *politique* de la révolution *sociale*, toute révolution politique ayant inévitablement un contenu social. Ils parlent de la prochaine révolution russe comme d'un *nouvel Octobre*.

L'image sonne bien, mais elle est dépourvue de signification scientifique. Le problème de l'*expropriation de la bureaucratie* ne peut se résoudre que par un programme déterminé. Quel programme les ultra-gauches nous proposent-ils ? Le défaitisme... Un tel infantilisme ne permet même pas d'aborder la question. Nous ne prétendons pas nous substituer à l'avant-garde bolchevik en URSS et à son expérience réelle, dans les circonstances terribles de son existence, pour déterminer une tactique et un programme complet. L'élaboration du programme va de pair avec la lutte de classes elle-même et la liberté d'action du parti ouvrier. Cette liberté fait défaut en URSS. Cependant, la IV^e Internationale et Trotsky ont indiqué l'orientation de la « seconde révolution, contre l'absolutisme bureaucratique. »

Il s'agit avant tout de « régénérer la démocratie soviétique, de liquider les privilèges monstrueux et assurer un développement réel vers l'égalité socialiste ». Il faudra « changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle », « rétablir le droit de critique et une liberté électorale authentique », ce qui implique la liberté des partis soviétiques et la renaissance des syndicats. » On voit ainsi que la révo-

lution politique nécessaire, si elle se remplit inévitablement d'un contenu social, n'est pas cependant obligée de s'attaquer aux formes fondamentales des rapports de propriété et de production. Aucun courant du mouvement ouvrier russe et international n'a proposé autre chose. Ceux pour qui l'URSS est rentrée

dans l'orbite de l'impérialisme mondial, pour lesquels rien n'est à défendre dans son système, n'ont même pas essayé d'aborder la question de la dépossession des soi-disant nouveaux « propriétaires privés », les bureaucrates.

Extraits du contre-rapport du camarade Craipeau :

La Quatrième Internationale et la Contre-Révolution russe

Craipeau établit d'abord le bilan de la réaction en URSS :

Depuis de très longues années, le prolétariat russe a perdu tout espoir de pouvoir politique, tout contrôle de l'économie, tout droit d'organisation et d'expression aussi bien dans le parti stalinien que dans les syndicats et les soviets. Ces derniers viennent du reste d'être liquidés en droit par la nouvelle Constitution qui met officiellement fin à la dictature du prolétariat. Ainsi, sous prétexte que l'URSS est devenue une « société sans classe », la dictature du prolétariat qui n'était plus en fait qu'une fiction juridique, est remplacée par le plebiscite de la bureaucratie, par « tout le peuple » y compris les popes, les policiers tzaristes, les spéculateurs et les paysans riches. Mais en même temps dans l'Etat « le plus démocratique du monde » la terreur redouble contre les prolétaires à qui on impose le passeport intérieur, comme au temps du Tsar, qu'on envoie dans les camps de concentration dès qu'ils sont suspects. Et le Guépéou déporte et fusille comme « trotskystes » des dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires, et tout l'ancien Comité Central du Parti Bolchevik.

Quant à la société soviétique, elle évolue de façon à rassurer et à enthousiasmer les bourgeois les plus farouches, comme Mercier et le député Croix de Feu Robbe ; l'armée retrouve les formes extérieures de l'armée tsariste avec ses maréchaux et ses cosaques : au soldat on inculque le plus vulgaire des nationalismes. L'usine marche à la baguette sous le fouet des entraîneurs et du travail aux pièces, sous la surveillance d'une armée de mouchards. Le divorce est interdit, la famille et la morale bourgeoise remises à l'honneur ; la religion encouragée, la propriété privée restaurée ; l'héritage rétabli ; l'inégalité croissante, pendant qu'aux écoliers qui ont retrouvé l'uniforme comme au temps du Tsar, on apprend à devenir de fidèles et loyaux sujets.

La différenciation sociale a pris des proportions inouïes (de 70 roubles à 10.000). Elle s'est stabilisée. L'aristocratie nouvelle peut maintenant se livrer à toutes les dépenses de luxe, thésauriser, acquérir des immeubles, accumuler et trans-

mettre ses richesses. D'autre part, aujourd'hui :

« L'oligarchie stalinienne a le contrôle, en commun mais exclusif sur la production, l'embauchage et le débauchage de la main-d'œuvre, la répartition du capital et la plus-value. »

Ainsi, c'est au profit de cette nouvelle classe d'exploiteurs, et par elle, que s'effectue la réaction russe. Pourtant, le camarade Trotsky et les thèses internationales continuent à nier à l'oligarchie dominante russe un caractère spécifique de classe, et à la représenter comme une ex-croissance de la dictature du prolétariat, comme des fonctionnaires mal élevés qui s'attribuent une part exagérée de la plus-value. Les fonctionnaires des syndicats réformistes, les clergymen anglais, qui engloutissent pourtant une énorme part de la plus-value, constituent-ils donc, demande Trotsky, une classe indépendante ?

« Toujours et sous tous les régimes, la bureaucratie absorbe une assez grande partie de la plus-value. Il ne serait pas sans intérêt de calculer, par exemple, quelle part du revenu national engloutissent en Italie et en Allemagne les crickets fascistes. Mais ce fait est absolument insuffisant pour transformer la bureaucratie fasciste en classe dirigeante indépendante. Elle est le commis de la bourgeoisie... Ce qui vient d'être dit, peut s'appliquer à la bureaucratie stalinienne. » (*La IV^e Internationale et l'URSS*).

Mais, dans « La Révolution Trahie », Trotsky se donne à lui-même une réponse décisive : « On ne peut nier qu'elle (la bureaucratie) soit quelque chose de plus qu'une simple bureaucratie ; le fait même qu'elle s'est approprié le pouvoir dans un pays où les moyens de production les plus importants appartiennent à l'Etat, crée entre elle et les richesses de la nation des rapports entièrement nouveaux. Les moyens de production appartiennent à l'Etat. L'Etat en quelque sorte à la bureaucratie. »

Et voilà la clef de l'énigme. Jouhaux, Citrine et Green (sans parler des clergymen américains) n'ont aucun pouvoir économique. Ils s'engraissent des miettes que leur jettent les patrons, mais les patrons seuls, leurs maîtres, disposent de la plus-value. On peut dire presque la même chose des domestiques fascistes du capital,

encore que ceux-ci disposant d'un énorme appareil policier, puissent, par moment, s'asseoir sur le nez de leurs maîtres. Mais il en va tout autrement des « bureaucrates soviétiques ». Ils ont en mains toutes les manettes de l'économie nationale, tous les moyens de production. Nous voilà loin des simples parasites, loin des clergymen américains.

« Le Clergé du Moyen-Age était une classe », écrit Trotsky, « dans la mesure où sa domination s'appuyait sur un système déterminé de propriété foncière et de servage ». (*La IV^e I. et l'URSS*, p. 21). En cela, précisément, consiste la différence des clergymen américains qui vivent en collectant l'argent des poires chrétiennes, et la classe du clergé médiéval qui vivait en exploitant le travail des chrétiens eux-mêmes. Autrement dit : « Les classes sont définies par leur place dans l'économie sociale et, avant tout, par rapport aux moyens de production » (*Rév. Trahie*, p. 281). Aujourd'hui, le camarade Trotsky reconnaît qu'en URSS, les moyens de production appartiennent à l'Etat et l'Etat à la bureaucratie. Ainsi la domination de l'oligarchie dominante russe tient non seulement « à ce qu'elle dispose de Rolls Royce », mais à ce qu'elle dispose sans contrôle des moyens de production, du capital et de la plus-value. C'est ce qui en fait la classe dominante de la société russe.

LE FILM DE LA CONTRE-REVOLUTION STALINIENNE

Le camarade Trotsky sent bien que cela signifie la suppression définitive des conquêtes de la révolution prolétarienne. Il s'efforce de reculer l'échéance : « Si ces rapports se stabilisaient, se légalisaient, devenaient normaux sans résistance ou contre la résistance des travailleurs, ils finiraient par la liquidation complète des conquêtes de la révolution prolétarienne ». (*Rév. Trahie*, p. 281). Ainsi le camarade Trotsky envisage (dans l'avenir) la possibilité d'un passage *sans intervention militaire* de l'Etat ouvrier à l'Etat capitaliste. En 1933, cela s'appelait dérouler en sens inverse le film du réformisme. Or, maintenant, le même film peut se dérouler « sans résistance des travailleurs » et il n'y aurait pas même à changer au fond quoique ce soit d'essentiel dans les rapports de production et de richesse. Il suffirait que les rapports existants se stabilisent, se légalisent et deviennent normaux !

Les thèses internationales de juillet 1936 expliquent que c'est la nouvelle constitution qui permet le passage graduel à « la contre-révolution économique, c'est-à-dire à la réintroduction du capitalisme (?) par la voie sèche ». Tout cela par la puissance d'une nouvelle constitution ! Le langage marxiste, c'est, au contraire, que la nouvelle constitution stalinienne ne fait que refléter « la dictature des couches privilégiées de la société soviétique sur les masses travailleuses », autrement la contre-révolution économique qui a dépossédé le prolétariat au profit de l'oligarchie dominante.

Et cette contre-révolution stalinienne est loin d'avoir triomphé « par la voie sèche ». L'oligarchie stalinienne a dû faire appel à la chirurgie pour mater les résistances ouvrières. Elle a brisé provisoirement les ouvriers avancés par la déportation, la prison, le bagne et la fusillade. Il reste que la contre-révolution s'est effectuée à l'aide de quelques milliers d'exécution, de quelques centaines de milliers de déportés, c'est-à-dire sans heurt

de classe grandiose ? Cela tient à l'épuisement extrême du prolétariat russe, trompé, divisé, démoralisé, terrorisé, à l'étroite solidarité de l'oligarchie dirigeante, aux couches privilégiées sur lesquelles elle s'appuie, à la contre-révolution internationale et à l'appui du capitalisme mondial.

Après quoi, Craipeau répond à quelques arguments majoritaires : Que l'oligarchie cache ses revenus et dissimule sa véritable physionomie sociale comme toute classe dirigeante, cela montre seulement sa conscience de classe. Elle constitue une classe moins fermée que la classe dirigeante des vieux pays capitalistes. La fréquence des « accidents » dans la carrière des bureaucrates n'empêche nullement ces derniers de constituer une classe, pas plus que les « accidents » des capitalistes individuels n'empêchent l'existence de la classe capitaliste. Le bureaucrate ne peut encore transmettre son « droit » à l'exploitation de l'Etat qu'indirectement, grâce au népotisme. Il est probable qu'il acquerra un jour le droit de le transmettre directement par héritage. D'autre part, ce n'est pas le titre de propriété qui compte

Posséder, c'est disposer. La bureaucratie — comme collectivité — dispose sans contrôle de tous les moyens de production, de tout le capital accumulé, répartit librement la plus-value. En tant que collectivité évidemment, car de même que les gros actionnaires et les conseils d'administration ont seuls voix réellement au chapitre sur la marche des entreprises, à l'exclusion des petits et moyens actionnaires, de même le droit de libre disposition des moyens de production devient de plus en plus réduit à mesure qu'on s'éloigne des sommets bureaucratiques.

Concluons : même s'il était établi que les nouveaux maîtres voudraient bien voir sanctionner directement par un papier officiel transmissible et négociable leurs droits sur les moyens de production, il est bien clair que la présence ou l'absence de cet acte notarié dans leur coffre-fort ne peut rien changer dans les rapports réels des classes. Or, il reste qu'ils ont le contrôle exclusif sur les moyens de production, sur l'embauchage, le débauchage, le salaire de la main-d'œuvre, sur la répartition du capital et de la plus-value. Aucun acte notarié n'aura jamais la valeur de ce fait capital écrit par le camarade Trotsky :

« Tous les moyens de production appartiennent à l'Etat et l'Etat appartient en quelque sorte à la bureaucratie. »

L'ECONOMIE PLANIFIEE

Un tel Etat, peut-il être appelé ouvrier ? Les thèses B.L. continuent à l'affirmer, non du reste sans des réserves et des réticences. Elles se basent pour cela surtout sur un argument : l'existence de l'économie planifiée. Or, le caractère de classe d'un Etat n'est nullement défini par l'existence d'un plan économique. L'URSS était indiscutablement un Etat prolétarien à un moment où le plan économique n'existait pas encore. A la limite, on pourrait concevoir la nationalisation de toute l'économie par l'Etat bourgeois sans que rien soit changé à sa nature (voir l'analyse d'Engels, p. 43 et 44 de *l'Anti-Dühring*). L'éco-

nomie planifiée n'est prolétarienne que si le prolétariat en est maître et si elle est orientée vers le socialisme.

Dès maintenant, de nombreux Etats capitalistes s'efforcent de remédier à leurs contradictions par la mise en œuvre de plans économiques. Ces plans sont, du reste, tout à fait partiels et timides, entravés par la propriété privée des moyens de production. Aussi le contre-rapporteur marque l'opposition importante entre le rôle de la bureaucratie fasciste, laquais du capital financier et l'oligarchie russe, qui est son propre maître :

Historiquement, la bureaucratie fasciste utilise la force policière pour faire survivre le régime de la propriété privée et perpétuer, en le modérant, le désordre capitaliste. Historiquement, l'oligarchie russe a hérité d'une économie planifiée qui lui donne, comme classe dirigeante, des pouvoirs inouïs pour l'exploitation du travail mais qui, en même temps, facilitera l'exercice du pouvoir économique par le prolétariat. L'économie russe n'est ni ouvrière, ni socialiste, mais par contre économiquement *progressive*.

RUSSIE ET SYNDICAT

Le contre-rapport critique ensuite la comparaison de l'Etat russe avec un syndicat :

« L'Union soviétique, ajoutent les thèses majoritaires, peut être appelée un Etat ouvrier dans le même sens à peu près — malgré l'énorme différence des échelles — qu'un syndicat dirigé et trahi par des opportunistes, c'est-à-dire par des agents du capital, peut être appelé une organisation ouvrière. » Etonnante comparaison !

Un syndicat ouvrier en régime capitaliste, c'est une coalition des travailleurs exploités pour réduire le taux de leur exploitation, particulièrement pour augmenter leur salaire en diminuant la plus-value qui reste aux mains de la classe dirigeante. La bourgeoisie réussit à corrompre la direction des syndicats et à y placer ses agents. Le résultat, c'est que de semblables syndicats — ayant à leur tête des agents bourgeois — remplissent imparfaitement leur tâche contre la classe dominante. Tout en luttant pour mettre à leur tête une direction prolétarienne qui ne trahisse pas, les révolutionnaires luttent évidemment pour sauvegarder l'existence de ces coalitions ouvrières (même imparfaites) dont le but est de réduire le taux d'exploitation des travailleurs. Et en Russie ? La bureaucratie détient elle-même tous les moyens de production, répartit elle-même sans contrôle capital et plus-value, fixe elle-même et dans son intérêt (Thèses de la conférence internationale) le taux d'exploitation des travailleurs. Rien qui ressemble à une coalition des ouvriers pour réduire le taux de leur exploitation. La comparaison revient à comparer un syndicat à un trust ! Il paraît qu'il y a entre eux une « énorme différence d'échelle ». En vérité, quelle « échelle » pourrait conduire de l'un à l'autre ? Et c'est sur de semblables images — un simple jeu de mots sur le terme « bureaucratie » — que repose l'affirmation du caractère « ouvrier » de l'URSS !

L'ETAT RUSSE N'EST PLUS UN ETAT OUVRIER

C'est ainsi que les rapports formels de propriété restent ceux qu'avait créés la révolution prolétarienne pen-

dant que la propriété réelle est passée aux mains de l'oligarchie russe. Celle-ci en use dans son intérêt propre et dans l'intérêt des nouvelles couches privilégiées, à l'exclusion des intérêts prolétariens. Proclamer « ouvrier » l'Etat qui est entre ses mains, revient à proclamer « démocratique » l'Etat de Hitler, parce qu'il a en gros conservé « la forme » de la constitution de Weimar, l'ombre du Reichstag et l'illusion du vote secret. Nous préférons, quant à nous, la définition que donnait en Avril 1930 Rakovsky (alors leader en URSS de l'opposition BL), avec Kossior, Mouralov et Kasparova.

« D'Etat prolétarien à déformation bureaucratique, comme Lénine définissait la forme politique de notre Etat, nous nous développons en un Etat bureaucratique à survivances prolétariennes communistes. Devant nos yeux s'est formé et se forme une grande classe de gouvernants qui a ses subdivisions intérieures croissantes, qui se multiplie par la voie de la cooptation intéressée, par la nomination directe et indirecte (avancement bureaucratique, système électoral fictif). Comme base d'appui à cette classe originale, se trouve une sorte originale aussi de propriété privée, à savoir : la possession du pouvoir d'Etat. La « bureaucratie » possède l'Etat en propriété privée, disait Marx. »

On nous affirme que « les ouvriers n'auront pas à accomplir une révolution sociale en URSS, qu'ils n'auront qu'à redonner la vie et la démocratie aux organisations existantes ». Entendons-nous. Il est vrai qu'en Russie subsiste une partie de l'ancienne armature de l'Etat ouvrier : monopole du commerce extérieur, économie planifiée, caractère collectif (oligarchique) de la répartition du capital et de la plus-value, ainsi que certaines conquêtes sociales (concernant l'hygiène, l'urbanisme, la protection de l'enfance et de la maternité), encore que, de plus en plus, ces conquêtes sont accaparées par l'oligarchie dominante (voir *Yvon et Trotsky*). On peut en conclure que, lorsque la IV^e Internationale prendra le pouvoir en URSS, son œuvre sera facilitée par la structure économique de l'URSS, progressive par rapport aux pays capitalistes.

Mais est-ce à dire que cette prise du pouvoir ne sera pas une révolution sociale ? Supposons, par exemple, que les ouvriers d'un grand trust capitaliste s'emparent de leurs usines, ou encore que les cheminots français s'emparent des chemins de fer (nationalisés), ils se contenteront de remplacer le conseil d'administration (délégués de l'oligarchie des actionnaires) par les délégués des ouvriers. Il sera possible qu'ils conservent une partie du personnel de maîtrise. Le bouleversement consistera en ceci : au lieu que la répartition du capital et de la plus-value soit effectuée par l'oligarchie des actionnaires et dans leur intérêt, cette répartition sera désormais effectuée sous le contrôle effectif des ouvriers et dans leur intérêt.

Sur le plan national, c'est une révolution de cet ordre que réaliseront les ouvriers russes. Ils arracheront à l'oligarchie dominante la gestion des usines, des trusts, de l'économie planifiée ; l'exerceront non plus dans son intérêt, mais dans le leur. Ils décideront eux-mêmes (par leurs délégués) la répartition du capital : la part attribuée aux producteurs, aux employés, au renouvellement du capital fixe, etc... Ils auront à réédifier l'ordre social prolétarien en brisant l'ordre social édifié peu par l'oligarchie stalinienne en abolissant les privilèges, la nouvelle propriété privée, l'héritage, les lois réactionnaires sur la famille, le divorce, les grades dans l'armée, le culte du nationalisme, etc...

En dépit des dénominations soviétiques trompeuses (dont beaucoup, du reste, sont maintenant liquidées même sur le papier), ils auront à reconquérir entièrement le pouvoir politique en brisant les cadres étatiques de la bureaucratie staliniste qu'ils ne pourront balayer que par l'insurrection armée du prolétariat. Il apparaît que la « défense des conquêtes d'Octobre » est, en réalité, leur reconquête et passe nécessairement par la révolution prolétarienne en Russie. Dénier à cette révolution prolétarienne le nom de révolution sociale, reste du domaine de la casuistique.

DEFENSE DE L'URSS ?

Ensuite, Craipeau passe au problème de la défense de l'URSS. Il ne peut s'agir de la solidarité du prolétariat international avec l'URSS, en tant que bastion avancé de la Révolution Proletarienne, dans l'attaque comme dans la défense :

« Pour nous, qui voyons en URSS une nouvelle forme de l'exploitation de l'homme par l'homme, il nous est évidemment impossible de considérer les victoires de Vorochnikov comme autant de victoires de la Révolution mondiale. »

D'ailleurs, même les majoritaires justifient la défense de l'URSS : non en tant que « Patrie socialiste », mais a) parce que son économie est progressive ; b) parce que la défaite de l'URSS ramènerait la propriété privée et le capitalisme ; c) parce que seule la révolution mondiale peut être pour l'URSS une alliée fidèle ; d) par la comparaison avec les syndicats réformistes.

A cela, le contre-rapporteur répond :

a) une économie progressive se défend toute seule, comme le montrent tous les exemples du passé (la restauration de 1814-15 en France, l'annexion de la Finlande, etc...).

...Si l'économie présente de la Russie est progressive par rapport à l'économie du capitalisme individuel — même si l'on admet une victoire militaire bourgeoise — celle-ci ne ferait pas davantage retourner cette économie à un stade plus arriéré, qu'elle même s'efforce précisément de dépasser. Le retard absolu en rendement de la production russe ne permettrait pas, par contre, à la classe dominante russe de tenir tête au capital financier international. Et l'on assisterait, non au retour du capitalisme individuel mais à la colonisation de l'industrie étatisée par le capital financier des pays impérialistes. Voyons le problème concrètement : Les capitalistes italiens et surtout allemands voient avant tout dans la Russie, une réserve inépuisable des matières premières qui leur manquent (pétrole, minerais, etc.), ainsi qu'un immense débouché pour leurs produits fabriqués et leurs machines, principalement en vue de l'exploitation des ressources en matières premières. Imaginons une victoire allemande (on peut aussi bien dire : une victoire française). Si l'économie planifiée russe s'avère supérieure économiquement, le capital financier qui tient la haute main déjà en Allemagne, se refusera évidemment à la briser pour réintroduire un système plus arriéré qui diminuerait le profit du capital. De la même façon qu'un entrepreneur refuserait de briser ses machines pour les remplacer par des machines plus anciennes. Le capital financier allemand se rendra maître (militairement ou économiquement) de l'ensemble de la ma-

chine d'Etat, transformera les bureaucrates en ses employés et fera tourner la production étatique à son profit. La plus-value reviendra à de nouveaux maîtres avec des modalités différentes de répartition, mais l'industrie étatisée et planifiée restera debout. Ainsi se vérifiera, une fois de plus, cette loi : une économie plus avancée se défend toute seule...

Le devoir des prolétaires russes, écrit-il, ne sera donc pas de servir de chair à canon pour protéger une économie dont ils sont les exploités, et qui se défend fort bien sans les canons. Leur devoir sera de profiter de l'affaiblissement de leurs exploités par la guerre pour leur régler leur compte ainsi que devront faire l'ensemble des travailleurs du monde.

...Mais, dit-on, la défaite ne signifierait-elle pas le triomphe de la bourgeoisie et même, sans doute, de son aile fasciste ? Le même raisonnement fallacieux est employé contre le défaitisme révolutionnaire en général et ses protagonistes bolcheviks-léninistes, par le Komintern : « la défaite de la France démocratique, ce serait la victoire du fascisme. » Ce qui signifie : si les ouvriers sont liés dans la défaite à la démocratie bourgeoise, les vainqueurs ne peuvent être que les fascistes. Mais précisément, la défaite de notre bourgeoisie n'a de sens progressif pour nous que liée à l'action révolutionnaire internationale pour la victoire prolétarienne. Même chose en Russie : le défaitisme révolutionnaire n'est pas plus lié à la victoire du capitalisme en Russie qu'à la victoire du fascisme en France et en Angleterre. A mesure que s'affaiblira la puissance politique et économique de l'oligarchie dirigeante, les ouvriers commenceront à se soulever. Sans doute, une partie des paysans — gardant la tradition de la propriété individuelle — saluera l'envahisseur comme le libérateur qui la rétablira aux champs. Mais l'autre partie des paysans — pour qui la collectivisation signifie le tracteur — s'unira aux ouvriers pour rétablir le pouvoir ouvrier et paysan. Quant à la bureaucratie, il est possible qu'une partie essaiera de prolonger sa domination par un compromis avec les travailleurs, pendant que l'autre s'efforcera de se vendre comme fonctionnaire du capitalisme étranger.

L'URSS ET L'IMPERIALISME MONDIAL

Enfin, Craipeau rappelle le rôle international de l'URSS : partie intégrante du système d'alliances impérialistes et un des principaux facteurs contre-révolutionnaires :

...Elle a, depuis longtemps, rejeté même la défroque pacifiste bourgeoise, le désarmement et le clinquant petit-bourgeois à la Briand-Kellog. Elle parle encore de paix, sans doute, comme font Eden, Blum, Hitler et Mussolini. Mais en même temps elle pousse les gouvernements démocrates timorés — l'Angleterre surtout que le retard de ses armements rend timide — à opposer leur audace à l'audace de l'axe Berlin-Rome ; elle les pousse à comprendre que les délais ne peuvent qu'accentuer la désagrégation du bloc de Versailles et qu'il faut profiter des occasions sans craindre la guerre. Il faut préparer les alliés matériellement et moralement à la guerre : elle ordonne à ses laquais d'exalter le patriotisme dans les pays alliés, de faire vibrer la corde chauviniste, de briser toute lutte de classe au nom de « l'Union de toute la nation » contre le péril extérieur. Elle s'efforce de faire précipiter la course aux armements dans les pays alliés, de

multiplier les conférences d'états-majors, de nouer de nouvelles alliances militaires et de développer les alliances existantes. C'est dans ce sens qu'elle a apporté une aide sérieuse (souvent sous-estimée par nous) au gouvernement espagnol : à la seule condition qu'il maintienne l'Espagne dans le régime capitaliste et écrase les tentatives de révolution prolétarienne. Il s'agit pour elle de conserver à la coalition franco-russo-anglaise une place forte militaire de première importance.

Dans ce travail systématique d'Union sacrée, les stalinistes trouvent deux ennemis : un ennemi occasionnel, le fascisme, qui préférerait le plus souvent éviter l'alliance russe, mais qu'on espère bien ramener dans le droit chemin ; un ennemi irréductible : les révolutionnaires « trotskystes », défaitistes prolétariens. Ces derniers étant irréductibles, le seul moyen d'en venir à bout c'est la violence. Aussi est-il significatif que l'URSS prenne la tête de la répression sanglante contre le « trotskysme, agent de l'Allemagne et du Japon ».

Dans ces conditions, on peut mesurer tout le danger de la « défense inconditionnée de l'URSS ». La question est d'autant plus grave que les thèses sur la guerre expliquent notre défaitisme lui-même... par la nécessité de dénoncer notre gouvernement capitaliste, allié à l'URSS, comme un allié perfide qui trahira

Encore une fois : l'U. R. S. S. et sa défense

CRAIPEAU OUBLIE LE PRINCIPAL ENSEIGNEMENT DU MARXISME

Le camarade Craipeau veut nous persuader une nouvelle fois que la bureaucratie soviétique, telle qu'elle est, est une classe. Il ne s'agit pourtant pas pour lui de « sociologie » pure. Non, il veut tout simplement, comme nous le verrons, frayer une fois pour toutes une voie libre et droite à son internationalisme, hélas ! peu sûr de lui-même. Si la bureaucratie n'est pas une classe, si l'Etat soviétique peut encore être reconnu comme un Etat ouvrier, il faut le soutenir pendant la guerre. Comment rester alors en opposition irréductible envers son gouvernement, si celui-ci est lié aux Soviets ? Voilà une tentation terrible de tomber dans le social-patriotisme ! Non, il est bien préférable de déblayer le terrain radicalement : la bureaucratie staliniste est une classe exploiteuse et nous n'avons guère à distinguer en cas de guerre entre les Soviets et le Japon.

Malheureusement, ce radicalisme terminologique n'avance pas beaucoup les choses. Admettons pour l'instant que la bureaucratie soit réellement une classe, au sens de la sociologie marxiste. Nous avons ainsi une nouvelle forme de société de classe, qui n'est identique ni à la société féodale ni à la société capitaliste et qui n'a jamais été prévue par les théoriciens marxistes. Une découverte pareille est digne d'une analyse un peu plus attentive.

l'URSS et qu'il faut remplacer par un Etat ouvrier, seul allié fidèle de l'URSS. La contre-révolution russe donne elle-même une réponse cinglante : elle fournit des armes, des avions et des officiers au gouvernement espagnol à la seule condition qu'il maintienne le capitalisme et détruise l'opposition ouvrière (POUM, FAI, etc...) Qu'on le veuille ou non les alliés fidèles de l'URSS (c'est-à-dire de la contre-révolution russe) c'est l'impérialisme et seuls ses laquais peuvent appliquer la « défense inconditionnée de l'URSS ».

Etant donné cette étroite solidarité de la Russie d'aujourd'hui avec l'impérialisme et son rôle décisif dans le conflit impérialiste, la solidarité du prolétariat mondial avec l'Etat Russe ne pourrait que se trouver en opposition perpétuelle avec son action révolutionnaire dans son propre pays (contrairement à ce qui se passe en cas de solidarité avec un état prolétarien ou avec un pays opprimé par l'impérialisme.) Dans ces conditions toute équivoque est un danger grave. C'est pourquoi les thèses présentées au congrès ont pour conclusion :

« Au mot d'ordre de la défense de l'URSS il faut opposer le défaitisme révolutionnaire de la IV^e Internationale et la fraternisation avec les révolutionnaires soviétiques. »

Pourquoi la société capitaliste se trouve-t-elle aux abois ? Parce qu'elle n'est plus capable de développer les forces productives ni dans les pays avancés ni dans les pays arriérés. La chaîne impérialiste mondiale fut rompue à son anneau le plus faible, la Russie. Fut apprenons maintenant qu'à la place de la société bourgeoise, s'est établie une nouvelle société de classe. Craipeau ne lui a pas encore donné de nom ni analysé ses lois internes. Mais cela ne nous empêche pas de voir que la nouvelle société est progressive en comparaison avec le capitalisme, car, sur la base de la propriété étatisée, la nouvelle « classe » possédante a assuré un développement des forces productives jamais égalé dans l'histoire du monde. Le marxisme nous enseigne — n'est-ce pas ? — que les forces productives sont le facteur fondamental du progrès historique. Une société qui n'est pas capable d'assurer la croissance de sa puissance économique, est encore moins capable d'assurer le bien-être des masses travailleuses, quel que soit le mode de répartition. L'antagonisme entre le féodalisme et le capitalisme et le déclin du premier ont été précisément déterminés par le fait que le second a ouvert aux forces productives stagnantes de nouvelles et grandioses possibilités. De même pour l'URSS. Quels que soient ses modes d'exploitation, cette nouvelle société est, par son type même, supérieure à la société capitaliste. Voilà le vrai point de départ pour l'analyse marxiste !

Ce facteur fondamental, les forces productives, trouve

aussi son reflet dans le domaine idéologique. Alors que la vie économique des pays capitalistes ne nous enseigne plus rien d'autre que les différentes formes de stagnation et de pourriture, l'économie étatisée et planifiée de l'URSS est la plus grande école pour toute l'humanité qui aspire à un meilleur avenir. Il faut être aveugle pour ne pas voir cette différence !

Dans la guerre entre le Japon et l'Allemagne d'un côté et l'URSS de l'autre, il ne s'agirait ni de l'égalité dans la répartition, ni de la démocratie prolétarienne, ni de la justice de Vychinski, mais du sort de la *propriété étatisée et de l'économie planifiée*. La victoire des Etats impérialistes signifierait l'écroulement non seulement de la nouvelle « classe » exploiteuse en URSS, mais aussi des nouvelles formes de production — l'abaissement de toute l'économie soviétique au niveau d'un capitalisme arriéré et semi-colonial. Or, je demande à Craipeau : quand nous avons devant nous la lutte entre deux Etats qui sont — admettons-le — tous deux des Etats de classe, mais dont l'un représente la stagnation impérialiste et l'autre un progrès économique formidable, est-ce que nous ne devons pas soutenir l'Etat progressif contre l'Etat réactionnaire ? Oui ou non ?

Dans toute son étude, Craipeau parle des choses les plus diverses et les plus éloignées du sujet, mais il ne mentionne pas une seule fois le facteur décisif de la sociologie marxiste, le développement des forces productives. C'est précisément pourquoi toute sa construction reste suspendue en l'air. Il jongle avec les ombres terminologiques (« classe », « pas classe ») au lieu de saisir la réalité. Il croit qu'il suffit d'attribuer le nom de classe à la bureaucratie pour se libérer de la nécessité d'analyser *quelle place occupe la nouvelle société dans l'ascension historique de l'humanité*. En voulant nous obliger à ne pas distinguer entre une société absolument ces productives, et une société relativement progressive, puisqu'elle a assuré un grand élan à l'économie, Craipeau veut nous imposer la politique de la « neutralité » réactionnaire. Oui, camarade Craipeau, *réactionnaire* !

CEPENDANT

LA BUREAUCRATIE EST-ELLE UNE CLASSE ?

On voit, de ce qui précède, que nous pourrions bien nous dispenser d'analyser de nouveau cette question théorique, qui est en soi loin d'être décisive pour notre politique en temps de guerre, c'est-à-dire pour la question qui préoccupe Craipeau. Mais le problème du caractère social de la bureaucratie est, malgré tout, bien important d'un point de vue plus général et nous ne voyons aucune raison de faire sur ce plan la moindre concession à Craipeau. Notre critique change ses arguments sans se gêner. Cette fois-ci, il tire son argument massif d'une affirmation de « La Révolution Trahie », notamment : « Tous les moyens de production appartiennent à l'Etat et l'Etat appartient, *en quelque sorte*, à la bureaucratie. » (Souligné par moi). Craipeau est jubilant. Si les moyens de production appartiennent à l'Etat et l'Etat à la bureaucratie, celle-ci devient le propriétaire collectif des moyens de production et, par cela même, la classe possédante et exploiteuse. Tout le reste de l'argumentation de Craipeau a un caractère presque purement littéraire. Il nous raconte encore une fois, ayant l'air de polémique contre moi, que la bureaucratie thermidorienne est mauvaise, rapace, réactionnaire, sanguinaire, etc... Une vraie révélation ! Nous

n'avons pourtant jamais dit que la bureaucratie staliniste était vertueuse. Nous lui avons seulement dénié la qualité de classe dans le sens marxiste, c'est-à-dire par ses rapports avec la propriété des moyens de production. Mais voilà que Craipeau m'oblige à me renier moi-même, puisque j'ai reconnu que la bureaucratie traite l'Etat comme sa propriété. « Et voilà la clef de l'énigme ! ». Par cet argument un peu simpliste, Craipeau démontre un déplorable manque de sens dialectique. Je n'ai jamais affirmé que la bureaucratie soviétique était égale à la bureaucratie de la monarchie absolue ou à celle du capitalisme libéral. L'économie étatisée crée pour la bureaucratie une situation toute nouvelle et ouvre des possibilités nouvelles — de progrès comme de dégénérescence. Nous l'avons plus ou moins su même avant la révolution. L'analogie est beaucoup plus grande entre la bureaucratie soviétique et celle de l'Etat fasciste, surtout du point de vue qui nous intéresse. La bureaucratie fasciste traite aussi l'Etat comme sa propriété. Elle impose des restrictions sévères au capital privé et provoque souvent ses grognements. Nous pouvons dire à titre d'argument logique : si la bureaucratie fasciste réussissait à imposer de plus en plus sa discipline et ses restrictions aux capitalistes sans résistance effective de leur part, cette bureaucratie pourrait se transformer graduellement en une nouvelle « classe » dominante, absolument analogue à la bureaucratie soviétique. Cependant, l'Etat fasciste appartient à la bureaucratie seulement « *en quelque sorte* » (voir la citation plus haut). Voilà les trois petits mots que Craipeau ignore volontairement. Mais ils ont leur importance. Ils sont même décisifs. Ils font partie intégrale de la loi dialectique de la transformation de la quantité en qualité. Si Hitler essaie de s'approprier l'Etat et, par son intermédiaire, la propriété privée *totale* et non seulement « *en quelque sorte* », il va se heurter à l'opposition violente des capitalistes, ce qui ouvrirait de grandes possibilités révolutionnaires aux ouvriers. Il y a, cependant, des ultra-gauches qui appliquent à la bureaucratie fasciste le raisonnement que Craipeau applique à la bureaucratie soviétique et qui mettent un signe d'égalité entre les régimes fasciste et staliniste (quelques spartakistes allemands, Hugo Urbahn, certains anarchistes, etc.). Nous avons dit d'eux ce que nous disons de Craipeau : leur erreur est de croire qu'on peut changer les fondements de la société sans révolution ou contre-révolution ; ils tournent le film du réformisme à l'envers.

Mais c'est ici que Craipeau, toujours jubilant, cite une autre affirmation de « La Révolution Trahie » concernant la bureaucratie soviétique : « Si ces rapports se stabilisaient, se légalisaient, devenaient normaux sans résistance ou contre la résistance des travailleurs, ils finiraient par la liquidation complète des conquêtes de la révolution prolétarienne. » (page 281). Et Craipeau de conclure : « Ainsi, le camarade Trotsky envisage la possibilité (dans l'avenir) d'un passage sans intervention militaire (?) de l'Etat ouvrier à l'Etat capitaliste. En 1933, cela s'appelait dérouler en sens inverse le film du réformisme. » Cela s'appelle de la même manière en 1937. Ce qui chez moi est un argument purement logique, Craipeau le considère comme un pronostic historique. Sans une guerre civile victorieuse, la bureaucratie ne peut faire sortir de son sein une nouvelle classe dirigeante. Voilà quelle était et quelle reste ma pensée. Ce qui se passe maintenant en URSS n'est d'ailleurs

qu'une guerre civile préventive, ouverte par la bureaucratie. Et, cependant, elle n'a pas encore touché aux fondements économiques de l'Etat créés par la révolution et qui assurent, malgré toutes les déformations et spoliations, un développement sans précédent des forces productives.

Personne n'a jamais nié la possibilité — surtout en cas d'une pourriture mondiale prolongée — de la restauration d'une nouvelle classe possédante issue de la bureaucratie. La position sociale actuelle de la bureaucratie qui, par l'intermédiaire de l'Etat, détient « en quelque sorte » les forces productives dans ses mains, est un point de départ extrêmement important pour cette transformation. Il s'agit, cependant, d'une possibilité historique et non d'un fait accompli.

LA CLASSE EST-ELLE LE PRODUIT DE CAUSES ECONOMIQUES OU DE CAUSES POLITIQUES ?

Dans « La Révolution Trahie », j'ai essayé de donner une définition du régime soviétique actuel. Cette définition comprend 9 paragraphes (page 287). Elle n'est pas élégante, je l'avoue, cette série de formules descriptives et prudentes. Mais elle essaie d'être honnête envers la réalité. C'est toujours un avantage. Craipeau ne fait même pas mention de cette définition. Il ne lui en oppose aucune autre. Il ne dit pas si la nouvelle société d'exploitation est supérieure ou inférieure à l'ancienne et il ne se demande pas si cette nouvelle société est une étape inéluctable entre le capitalisme et le socialisme ou si ce n'est qu'un « accident » historique ? Cependant, du point de vue de notre perspective historique générale, comme elle est formulée dans le *Manifeste Communiste* de Marx et Engels, la définition sociologique de la bureaucratie gagne une importance capitale.

* La bourgeoisie est venue au monde comme un élément né de la nouvelle forme de production ; elle est restée une nécessité historique tant que la nouvelle forme de production n'avait pas épuisé ses possibilités. On peut faire la même affirmation concernant toutes les classes sociales précédentes : les propriétaires d'esclaves, les féodaux, les maîtres artisans médiévaux. Tous furent en leur temps les représentants et les dirigeants d'un système de production qui eut sa place dans l'ascension de l'humanité. Comment Craipeau apprécie-t-il donc la place historique de la « bureaucratie-classe » ? Il ne se prononce pas sur cette question décisive. Cependant, nous avons maintes fois répété, avec l'aide de Craipeau lui-même, que la dégénérescence de l'Etat soviétique est le produit du retard de la révolution mondiale, c'est-à-dire le résultat de causes politiques et, pour ainsi dire, « conjoncturelles ». Peut-on parler d'une nouvelle classe... « conjoncturelle » ? J'en doute vraiment. Si Craipeau consent à vérifier sa conception un peu précipitée du point de vue de la succession historique des régimes sociaux, il reconnaîtra certainement lui-même que donner à la bureaucratie le nom de classe possédante est non seulement un abus terminologique, mais encore un grand danger politique qui peut mener à la déviation totale de notre perspective historique. Est-ce que Craipeau voit des raisons suffisantes pour réviser la conception marxiste sur ce point capital ? Moi, je n'en vois pas. C'est pourquoi je me refuse à suivre Craipeau.

Cependant, nous pouvons et devons dire que la bureaucratie soviétique a tous les vices d'une classe possédante sans en avoir les « vertus » (stabilité organique, certaines normes morales, etc.). L'expérience nous a

appris que l'Etat ouvrier est toujours un Etat, c'est-à-dire le produit du passé barbare ; qu'il est absolument barbare dans un pays arriéré et isolé ; qu'il peut, dans des conditions défavorables, dégénérer au point de devenir méconnaissable ; qu'il peut avoir besoin d'une révolution supplémentaire pour être redressé ! Mais l'Etat ouvrier reste néanmoins une étape inévitable sur notre voie. On ne pourra surmonter cette étape que par la révolution permanente du prolétariat international.

ET OU EST DONC LA DIALECTIQUE ?

Je ne puis suivre toute l'argumentation du camarade Craipeau point par point : il faudrait pour cela vraiment récapituler toute la conception marxiste. Le malheur, c'est que Craipeau n'analyse pas les faits tels qu'ils sont, mais collectionne des arguments logiques en faveur d'une thèse préconçue. Cette méthode est, par essence, anti-dialectique et, par cela même, anti-marxiste. J'en donnerai quelques échantillons.

a) « Depuis de très longues années, le prolétariat russe a perdu tout espoir de pouvoir politique... Craipeau se garde bien de dire depuis *quand* exactement. Il veut seulement provoquer l'impression que notre tendance s'est nourrie. « depuis de très longues années », d'illude de production. A l'aube des corporations, le patron est phases analogues. Le premier plan quinquennal et les grandes secousses en Allemagne qui précédèrent l'avènement de Hitler (1931-1933) remirent de nouveau en question la domination bureaucratique. Peut-on, enfin, douter un instant que si la révolution espagnole avait été tout à fait ébranlée et que c'est seulement la défaite sions. Il oublie de dire qu'en 1923, la bureaucratie fut victorieuse et si les ouvriers français avaient pu développer leur offensive de mai-juin 1936 jusqu'au bout, le prolétariat russe aurait retrouvé son courage et sa combativité et le découragement du prolétariat russe qui bativité pour détrôner les thermidoriens avec le minimum d'efforts ? C'est seulement la succession des défaites les plus terribles et les plus déprimantes dans le monde entier qui a stabilisé le régime de Staline. Craipeau oppose le résultat, d'ailleurs bien contradictoire en lui-même, au processus qui l'a produit et à notre politique qui fut le reflet de ce processus.

b) Pour réfuter l'argument que c'est seulement la bureaucratie en tant que corporation, d'ailleurs extrêmement flottante, qui manie les ressources nationales et que les bureaucrates isolés n'ont pas droit à la libre disposition de la propriété étatique, tion chinoise (1925-1927), la crise se répéta avec des descendants des titres de propriété sur les moyens s'ensuivit qui rétablirent sa situation. Pendant la révolution Craipeau répond : « Les bourgeois (?) eux-mêmes sont restés longtemps avant de pouvoir transmettre à leurs élu par ses pairs... », etc. Mais Craipeau laisse de côté cette bagatelle que précisément « à l'aube des corporations » celles-ci n'étaient pas encore divisées en classes et que le patron n'était pas le « bourgeois » dans le sens moderne du mot. La transformation de la quantité en qualité n'existe pas pour Craipeau.

c) « La propriété privée restaurée, l'héritage rétabli... » Cependant Craipeau évite de dire qu'il s'agit d'usage de la propriété des objets d'usage personnel et non des moyens de production. Il oublie également de mentionner que ce que les bureaucrates, même les

plus haut placés, possèdent en propriété privée n'est rien en comparaison avec les ressources matérielles que leur fournit leur poste et que précisément l'« épuration » actuelle, qui d'un trait de plume met des milliers et des milliers de familles de bureaucrates dans la plus grande misère, démontre toute la fragilité des liens entre les bureaucrates, à plus forte raison entre leurs familles, et la propriété étatique.

d) La guerre civile préventive menée actuellement par la clique dirigeante démontre de nouveau que celle-ci ne pourrait être renversée que par la force révolutionnaire. Mais puisque cette nouvelle révolution doit se développer sur la base de la propriété étatisée et de l'économie planifiée, nous avons caractérisé le renversement de la bureaucratie comme une révolution politique en opposition à la révolution sociale de 1917. Craipeau trouve que cette distinction « reste du domaine de la casuistique ». Et pourquoi cette sévérité ? Parce que, voyez-vous, la reconquête du pouvoir par le prolétariat aurait aussi des conséquences sociales. Mais les révolutions bourgeoises politiques de 1830, de 1848 et de septembre 1870 eurent aussi des conséquences sociales en changeant sérieusement la répartition du revenu national. Mais, cher Craipeau, tout est relatif dans ce monde qui n'est pas créé par des formalistes ultra-gauches. Les changements sociaux provoqués par les révolutions dites politiques, quelque graves qu'ils soient, apparaissent véritablement secondaires quand on les compare à la Grande Révolution française qui fut la révolution bourgeoise sociale par excellence. Ce qui manque au camarade Craipeau, c'est le sens des proportions et la notion de la relativité. Notre jeune ami ne s'intéresse nullement à la loi de la transformation de la quantité en qualité. Et c'est pourtant la loi la plus importante de la dialectique. Il est vrai que les autorités de la chaire bourgeoise trouvent que la dialectique elle-même est du « domaine de la casuistique ».

e) Ce n'est pas par hasard que Craipeau s'inspire de la sociologie de M. Yvon. Les observations personnelles d'Yvon sont très honnêtes et très importantes. Mais ce n'est pas par hasard qu'il s'est réfugié dans le petit havre de la *Révolution Proletarienne*. Yvon s'intéresse à « l'économie », à « l'atelier » — pour parler comme Proudhon — et non à la « politique », c'est-à-dire à l'économie généralisée. Il appartient par sa formation à l'école proudhonienne, ce qui lui a permis précisément de rester neutre pendant la lutte de l'opposition de gauche contre la bureaucratie : il ne comprenait pas que le sort de « l'atelier » en dépendait. Ce qu'il raconte sur la lutte « pour l'héritage de Lénine », sans en détacher les tendances sociales — même maintenant en 1937 ! — révèle bien sa conception tout à fait petite-bourgeoise, terre à terre, contemplative, pas révolutionnaire du tout. La notion de classe est pour Yvon une abstraction qu'il superpose à l'abstraction de « l'atelier ». Il est vraiment triste que Craipeau ne trouve pas d'autres sources d'inspiration théorique !

DEFENSE DE L'URSS ET SOCIAL-PATRIOTISME

Tout l'échafaudage sociologique, hélas ! bien fragile, ne sert à Craipeau, comme nous l'avons déjà dit, qu'à se soustraire à la nécessité de distinguer entre l'URSS et les Etats impérialistes pendant la guerre. Les deux derniers paragraphes de son étude, qui traitent de ce sujet, sont particulièrement révélateurs. Craipeau nous dit : « Toute guerre européenne ou mondiale se résoud de nos

jours en conflits impérialistes et seulement les poires stalinistes et réformistes peuvent croire que, par exemple, l'enjeu de la guerre de demain sera le régime fasciste ou le régime démocratique. » Notons bien cette thèse magistrale, un peu simplifiée, il est vrai, mais néanmoins empruntée cette fois-ci à l'arsenal marxiste. Immédiatement après, pour caractériser et flétrir l'URSS, comme « champion de la guerre impérialiste », Craipeau nous dit : « Dans le camp de Versailles, sa diplomatie (de l'URSS) joue maintenant le même rôle d'animateur que la diplomatie hitlérienne dans l'autre camp. » Admettons-le. Mais est-ce que le caractère impérialiste de la guerre est déterminé par le rôle provocateur de la diplomatie fasciste ? Nullement. « Seulement les poires stalinistes et réformistes peuvent le croire. » Et j'espère que nous autres n'allons pas appliquer le même critère à l'Etat soviétique ! On est défaitiste dans les pays impérialistes — n'est-ce pas ? — parce qu'on veut faire écrouler le régime de la propriété privée et non parce qu'on veut châtier quelque « agresseur ». Dans la guerre de l'Allemagne contre l'URSS, il s'agirait pour l'impérialisme de changer la base économique de celle-ci et non de punir Staline et Litvinov. Alors ? Craipeau a établi sa thèse fondamentale uniquement pour s'engager immédiatement dans la voie contraire. Le danger, le vrai danger, consiste, selon lui, en ce que les social-patriotes de tout acabit prendront la défense de l'URSS comme prétexte pour la nouvelle trahison. « Dans ces conditions, toute équivoque dans notre attitude devient mortelle. » Et pour conclure : « Aujourd'hui, il faut choisir : ou la « défense inconditionnée » de l'URSS, c'est-à-dire (! ! !) le sabotage de la révolution dans notre pays et en URSS, ou le défaitisme et la révolution. » Nous y voilà. Il ne s'agit donc pas du tout d'analyser le caractère social de l'URSS — à quoi bon ? — puisque, selon Craipeau, la défense d'un Etat ouvrier, même le plus authentique, implique que le prolétariat du pays impérialiste allié fasse l'Union sacrée avec sa bourgeoisie. « Et voilà la clef de l'énigme », comme dit l'autre. Craipeau croit que dans la Guerre — la Guerre avec une majuscule — le prolétariat doit se désintéresser de la question de savoir s'il s'agit d'une guerre contre l'Allemagne, contre l'URSS ou contre le Maroc en rébellion, car dans tous ces cas il faut proclamer le « défaitisme sans phrases », comme seule possibilité d'échapper à l'emprise du social-patriotisme. On voit, une fois de plus, et avec quelle clarté, que l'ultra-gauchisme est toujours l'opportuniste qui a peur de lui-même et qui exige des garanties absolues, c'est-à-dire inexistantes, pour rester fidèle à son drapeau. L'intransigeant de ce genre rappelle toujours cet homme craintif et faible qui, devenant furieux, crie à ses amis : « Retenez-moi, je vais faire un malheur. » Donnez-moi des thèses hermétiques, mettez sur mes yeux des ceillères impénétrables, sinon... je vais faire un malheur. Vraiment, nous avons trouvé la clef de l'énigme !

Mais tout de même... Est-ce que Craipeau doute, par exemple, du caractère prolétarien de l'Etat soviétique entre 1918 et 1923 ou, au moins, pour faire cette fois une concession à l'ultra-gauchisme, entre 1918 et 1921 ? Dès cette époque, l'Etat soviétique manœuvrait sur l'arène internationale et recherchait des alliés provisoires. En même temps, c'est précisément pendant cette période qu'on a fait du défaitisme un devoir pour les ouvriers de tous les pays impérialistes « ennemis » ou « alliés » provisoires. Le devoir de la défense de

l'URSS n'a jamais signifié pour le prolétariat révolutionnaire la remise d'un mandat de confiance à sa bourgeoisie. L'attitude du prolétariat dans la guerre est la continuation de son attitude en temps de paix. Le prolétariat défend l'URSS par la politique révolutionnaire, jamais subordonnée à la bourgeoisie, toujours adaptée aux circonstances concrètes. Tel fut l'enseignement des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste. Craipeau demande-t-il la révision rétrospective de cet enseignement ?

Si Blum, au lieu de proclamer sa « non-intervention » perfide — en obéissant toujours aux ordres du capital financier — avait soutenu Caballero et Negrin, avec leur démocratie capitaliste, est-ce que Craipeau aurait renoncé à l'opposition irréductible au gouvernement de Front populaire ? Ou est-ce qu'il aurait renoncé au devoir de se distinguer entre les deux camps en lutte en Espagne et d'adapter sa politique à cette distinction ?

De même pour l'Extrême-Orient. Si la France, à la suite de l'Angleterre, s'engage demain dans une guerre contre le Japon, est-ce que Craipeau va s'engager, lui, dans l'Union sacrée pour aider la Chine ? Ou est-ce qu'au contraire, il proclamera qu'il n'y a pas pour lui de différence entre la Chine et le Japon qui puisse influencer sur sa politique ? L'alternative de Craipeau : ou la défense de l'URSS, de l'Ethiopie, de l'Espagne républicaine, de la Chine coloniale, etc..., en incluant l'Union sacrée — ou le défaitisme intégral, hermétique et cosmique — cette alternative fondamentalement fautive tombera en poussière à la première épreuve des événements et ouvrira largement la porte au social-patriotisme le plus plat.

« Nos propres thèses sur la guerre, demande Craipeau, sont-elles exemptes de toute équivoque sur cette question ? Malheureusement non ! Analysant la nécessité du défaitisme, elles soulignent que « dans le caractère des actions pratiques, il peut se trouver des différences considérables provoquées par la situation concrète de la guerre. » Par exemple, précisent les thèses, les ouvriers américains, en cas de guerre entre l'URSS et le Japon doivent « ne pas saboter l'envoi d'armes pour l'URSS », par conséquent éviter de fomenter des grèves qui sabotent la fabrication des armes, etc. » On n'en croit pas ses yeux. Les événements ont confirmé notamment sur ce point nos thèses avec une force indiscutable, et surtout en France. Les réunions ouvrières durant des mois ont vibré du cri : « Des avions pour l'Espagne ! ». Imaginons que Blum se soit décidé à en envoyer quelques-uns. Imaginons même qu'il y ait eu à ce moment-là une grève

de dockers ou de marins. Qu'aurait fait Craipeau ? Est-ce qu'il se serait opposé au cri « Des avions pour l'Espagne ! » ? Est-ce qu'il aurait saboté l'envoi des avions par une grève ? Je crois plutôt qu'il aurait donné aux ouvriers déjà en grève le conseil de faire une exception pour la cargaison d'avion. Mais l'URSS a vraiment envoyé des avions (à un prix bien élevé et à condition de soutenir le régime capitaliste, je le sais bien). Est-ce que les bolchéviks-léninistes devaient appeler les ouvriers soviétiques à boycotter ces envois ? Oui ou non ? Si demain les ouvriers français apprennent qu'on prépare l'envoi de France de deux bateaux de munitions l'un pour le Japon, l'autre pour la Chine, quelle serait l'attitude de Craipeau ? Je le suppose assez révolutionnaire pour appeler les ouvriers à boycotter le bateau à destination de Tokio et à laisser partir le bateau pour la Chine, sans cacher cependant son opinion sur Chang-Kai-Chek et sans accorder la moindre confiance à Chautemps. C'est précisément cela que disent nos thèses : « dans le caractère des actions pratiques, il peut se trouver des différences considérables provoquées par la situation concrète de la guerre. » On pouvait encore avoir des doutes sur cette formule au moment où le projet de thèses fut publié. Mais maintenant, après l'expérience de l'Ethiopie, de l'Espagne et de la guerre sino-japonaise, parler d'une équivoque de nos thèses signifie, selon moi, faire le Bourbon ultra-gauche qui ne veut rien apprendre ni rien oublier.

Camarade Craipeau, l'équivoque est tout à fait de votre côté. Votre article est plein d'équivoques pareilles. Il serait vraiment temps de s'en débarrasser. Je sais bien que même dans vos erreurs, vous êtes dirigé par la haine révolutionnaire de l'oppression de la bureaucratie thermidorienne. Mais le sentiment seul, quelque légitime qu'il soit, ne peut remplacer une politique juste basée sur les faits objectifs. Le prolétariat a assez de raisons pour renverser et chasser la clique staliniste corrompue jusqu'à la moelle. Mais précisément pour cela, il ne peut ni directement ni indirectement remettre cette tâche à Hitler ou au Mikado. Staline renversé par les ouvriers, c'est un grand pas en avant vers le socialisme. Staline écrasé par les impérialistes, c'est la contre-révolution bourgeoise triomphante. Tel est le sens précis de notre défense de l'URSS à l'échelle mondiale, sens analogue, de ce point de vue, à celui de notre défense de la démocratie à l'échelle nationale.

Le 4 novembre 1937.

L. TROTSKY.

Lisez chaque Vendredi

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe hebdomadaire du P. O. I.

Le numéro : 2 fr. 50

Abonnements : France, 1 an 22 fr. - 6 mois 11 fr. - 3 mois, 5 fr.
Etranger « 40 » - « 20 » - « 10 »

15, Passage Dubail — PARIS 10^e

Compte Chèques Postal ; Bardin 1907-80 Paris

COMMENT ILS ONT AVOUÉ

Extrait d'un article de N. Krivitsky, sur la préparation des procès de Moscou :

Le travail fondamental pour la préparation des procès consistait dans le « travail » des personnes arrêtées. Dans ce « travail », les interrogatoires à la chaîne occupent la première place. Ils sont menés d'abord par des hommes jeunes et incultes. Ainsi Radek fut d'abord interrogé par un juge d'instruction de 27 ans. Tout cet interrogatoire fut réduit à des insultes et des menaces. Les mots « contre-révolutionnaire » et « vipère » se mêlaient aux menaces d'exécution. Au deuxième stade, le travail est plus raffiné : l'accusé non encore brisé se voit montrer les aveux de ses camarades, qui ont déjà tout « avoué ». On fit ainsi pour Sokolnikov. L'accusé commence à hésiter et, en fin de compte, « avoue » également.

Mais ce n'est pas suffisant : demain, revenant à lui, il pourrait revenir sur sa première déclaration. Il faut consolider ses aveux, rendre impossible de revenir sur eux. Voici ce que je sais sur la technique de cette « consolidation ».

La préparation des procès, dans leur élément étranger, avait été confiée à Berman, aujourd'hui commissaire à la Russie Blanche. Sachant que lorsqu'il était ambassadeur à Londres, Sokolnikov avait des liens avec un anglais (qui déjà à cette époque était au service de la Guépéou) Berman décida d'utiliser cet agent étranger comme témoin de l'activité criminelle de Sokolnikov. Dans ce but Berman s'adressa au chef de la section étrangère de la Guépéou afin qu'il obtienne de son agent étranger des témoignages adéquats. Il y eut sur ce thème, entre lui et Berman le dialogue suivant : « Sokolnikov peut écrire 2 kilomètres de témoignages et il avouera tout ce que tu voudras, mais comment puis-je obliger un étranger, même payé par nous, à écrire la même chose que Sokolnikov ? Ce sera moi qui sera fait. Ton Sokolnikov avouera tout et mon agent étranger ne donnera pas ces témoignages ».

Berman : — Je ne comprends pas ! Paie mieux ton agent

Sous l'influence de ce douloureux interrogatoire, qui durait des mois, et même des années, l'influence des menaces et de la faim, les hommes arrêtés « avouaient » enfin, tout ce qu'exigeait d'eux la Guépéou. Mais il en restait qu'on ne pouvait pas briser. Il y en eut deux lors du premier procès de Moscou : Mratchkovski et Smirnov. Cependant le Guépéou savait que Staline ne veut pas de procès sans eux. Alors le Guépéou décide d'employer les derniers moyens : il remit les deux rebelles aux mains des juges d'instruction les plus expérimentés dont elle disposait. Je transcris l'interrogatoire de Mratchkovski selon le témoignage d'un de ces instructeurs, Sloutski :

« Je commençai l'interrogatoire rasé. Lorsque je le terminai, ma barbe avait poussé. L'interrogatoire dura 90 heures. Toutes les 2 ou 3 heures, on entendit

téléphoner du secrétariat de Staline : « Eh bien, on l'a brisé ? ». Je demandais à Sloutski : « Etes-vous donc resté tout le temps dans le Bureau sans sortir ? » « Non, après les premières 10 heures, je suis sorti pour deux heures, mais j'ai été remplacé par mon secrétaire. Mais Mratchkovski n'est pas resté une minute seul pendant ces 90 heures. Il allait même accompagné au lavabo ».

Pour caractériser cette instruction, il faut dire que bien qu'il travaillait au Guépéou depuis plusieurs années, il restait dans une certaine mesure sincère, type du vieux tchékiste pour qui Mratchkovski était le symbole vivant du vieux révolutionnaire et pour lequel il conservait de l'estime.

Mais il devait réprimer en lui tout cela. Il devait briser Mratchkovski. Je continue son récit :

« Mratchkovski est entré boitant d'un pied, boitant de la guerre civile. Je lui ai offert un fauteuil. Asseyez-vous, camarade Mratchkovski. Il s'est assis. Je lui ai dit : Eh bien, camarade Mratchkovski, j'ai reçu l'ordre de vous interroger.

« Il répond : « Je n'ai rien à vous raconter, et d'ailleurs je ne veux même pas parler avec vous ; vous êtes des policiers pires que ceux du tzar... Dis-moi plutôt quel droit tu as de m'interroger ? Où étais-tu pendant la révolution ? Il ne me semble pas te connaître. » ...Voyant sur ma poitrine deux décorations du drapeau rouge il me dit : « Des hommes comme toi, je n'en ai pas vu au front ; ces décorations, tu

QUATRIEME Internationale

Revue mensuelle publiée par le C. - C. du P. O. I.

Prix du numéro : 2 Francs 50

Abonnements :

France : 1 an 25 francs
6 mois... 12 francs
Étranger : 1 an..... 40 francs
6 mois... 20 francs

15, Passage Dubail — PARIS 10

Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris

les as volées. » Je me tais, je ne l'interromps pas, je lui donne la possibilité d'exprimer ce qu'il a sur le cœur. Il continue : « tu me dis « camarade » ; cependant, hier l'un des vôtres m'a interrogé et il m'appelait vipère et contre-révolutionnaire. Pourtant je suis né en prison, mon père a péri en Sibérie, ma mère aussi. Moi-même je suis au parti bolchévique depuis mon enfance. » Il se leva, arracha sa chemise et montra les cicatrices des blessures reçues sur les fronts de la guerre civile : « Voilà mes décorations. » Je me tais toujours. Je commande du thé et lui offre un verre de thé et des cigarettes. Il saisit alors le verre et le cendrier et les lance par terre : « Vous voulez m'acheter ? Transmets à Staline que je le méprise. C'est un traître. On m'a amené chez Molotov. Celui-là aussi voulait m'acheter, mais je lui ai craché au visage. »

« Lorsqu'il eut fini, je me levai à mon tour et commençai ma réplique : « Non, camarade Mratchkovski, je n'ai pas volé les décorations du Drapeau Rouge ; je les ai reçues dans l'Armée Rouge, devant Tachkent, où j'ai combattu sous ton commandement. Je ne me considère pas comme une vipère et toi aussi, je ne te considère pas comme une vipère. Mais, as-tu lutté contre le parti ? Oui. Maintenant, le parti m'oblige à t'interroger. Pour ce qui est des blessures, regarde. » J'ai dénudé mon ventre. « Ceci aussi je l'ai reçu dans la guerre civile. » Mratchkovski se tait, écoute, puis dit : « Je ne te crois pas, donne des preuves. » Je lui montre ma biographie et continue : « Après la guerre civile j'ai travaillé au Tribunal Révolutionnaire. Ensuite le parti m'envoya au Guépéou. Alors je suis ici et j'exécute ses ordres. Si le parti ordonne de mourir, je mourrai. » Mratchkovski : « Non, tu es devenu un policier, un okhrannik... Oui... Mais il semble que tu as encore une âme. »

« J'ai compris alors qu'un contact s'établissait entre lui et moi. Je lui ai alors exposé toute la situation où se trouvait notre Union : le fascisme, la guerre... Je lui dis que personnellement je suis convaincu que lui, Mratchkovski, n'est pas un contre-révolutionnaire, mais, — ici je sortis du tiroir les aveux de ses amis — voilà jusqu'où ils sont tombés.

« Trois jours passèrent ainsi. Pendant tout ce temps Mratchkovski ne dort pas une minute. J'ai lutté avec lui trois jours et trois nuits. Moi-même pendant

ce temps je n'ai dormi que trois ou quatre heures en tout. Je l'ai amené à un tel point qu'il pleurait... Il pleurait avec moi parce que tout était perdu et qu'il n'y avait aucun espoir.

« A la fin du troisième jour, il demanda qu'on lui amène Smirnov. J'ai donné les ordres nécessaires. La rencontre eut lieu dans mon bureau. Une rencontre extraordinaire. Ils se jetèrent dans les bras l'un de l'autre. Ils pleurèrent. Mratchkovski dit le premier à Smirnov : « Ivan Nikitch, écrivons ce qu'ils nous demandent. C'est nécessaire ». Smirnov ne voulut pas : « Je n'ai rien à vous avouer, je n'ai jamais lutté contre le pouvoir des soviets et jamais je n'ai été terroriste, je n'ai non plus voulu tuer personne. » Mratchkovski essaya de convaincre Smirnov. Mais Smirnov ne céda pas. Ils s'embrassaient et ils pleuraient tout le temps. Enfin, on emmena Smirnov. Mratchkovski retomba dans un état d'énergie, il recommença à traiter Staline de traître. Le quatrième jour, il signa ce qu'il confirma ensuite au tribunal. Moi, je partis chez moi, et pendant une semaine manqua non seulement de capacité de travail, mais de simple capacité de vie. Voilà, Krivitski, l'histoire de l'interrogatoire de Mratchkovski. »

CACHIN ET MUSSOLINI

(suite)

Il lui faudra attendre plus d'un mois encore pour être rassuré quant à l'attitude du gouvernement italien. Il dit sa certitude dans un article intitulé simplement « En Italie » (*Humanité*, 27 avril 1915) :

Nul ne peut plus douter aujourd'hui des intentions de l'Italie. Elle va participer au conflit et il n'y a pas un habitant de la Péninsule qui n'en soit convaincu à cette heure. Ce n'est pas qu'on y montre partout un grand enthousiasme ; mais qui oserait reprocher à un pays de ne pas se jeter dans l'aventure redoutable sans en prévoir les conséquences ? Pour être juste, disons que l'immense majorité des Italiens ne veut pas de la guerre ; mais chacun sent que les événements sont plus forts que les volontés et qu'on y est entraîné malgré soi, sans que la résistance soit possible.

Il est vrai qu'il y a tout de même un contingent d'Italiens qui poussent depuis plusieurs mois à l'action nécessaire. On les trouve parmi les républicains, parmi les socialistes réformistes, parmi les « socialistes officiels » que l'ardente action de Mussolini a déterminé à abandonner le neutralisme. La propagande réaliste et idéaliste de ces hommes a été de grande importance et, en particulier, il nous faut remarquer l'énergique attitude de Mussolini, qui s'est dépensé depuis des mois sans compter pour la cause de l'intervention. Il reçut un jour la visite de Südekun, présenté par le citoyen Balabanoff...

Ecraser la France au profit de l'impérialisme allemand, c'était une conception monstrueuse aux yeux du socialiste qu'est Mussolini. Et pour un révolutionnaire comme lui, qui voit les choses de haut, le devoir d'intervention était indispensable et urgent pour empêcher semblable crime de s'accomplir.

Sans doute, nous ne sommes plus à l'époque de l'idéalisme romantique, et nous vivons en un moment de platitude désolante.

L. TROTSKY

La leçon de l'Espagne, dernier avertissement !

et

Beaucoup de bruit autour de Kronstadt

1 brochure 1 franc

Publications populaires
15 Passage Dubail -- Paris

Le 11 mai, son article débute presque par les mêmes mots, mais il est intitulé « Moments historiques » :

Il n'est plus possible de douter aujourd'hui de l'attitude de l'Italie... La fièvre gagne tout le monde... Il faut bien, pourtant, que l'on se résolve à laisser au gouvernement de M. Salandra le choix du moment et des circonstances que lui seul est à même d'apprécier.

...Le devoir de M. Salandra était de négocier jusqu'au bout ; il devait tenter d'obtenir le maximum de concessions sans tirer Pépée.

...Mais maintenant les temps sont venus. Si nous avons le moindre doute, il n'y aurait qu'à lire la presse allemande pour s'en assurer.

Les marchandages sont, en effet, achevés. L'Allemagne doit abandonner. Les Alliés l'emportent, car ce sont eux qui peuvent pousser le plus haut l'enchère. Le gouvernement français n'a pas perdu son argent ni Cachin son temps. Le 23 mai, l'Italie déclare la guerre à l'Autriche bien que, du propre aveu du député socialiste agent du Quai d'Orsay, « l'immense majorité des Italiens ne veut pas la guerre ».

* * *

Voilà le Cachin d'hier. C'est exactement celui d'aujourd'hui : le domestique de la bourgeoisie française, jouaillé par Lénine. C'est ce vieux traître qui prétend aujourd'hui insulter les bolcheviks-léninistes ! Dans les prochaines articles, nous apporterons des documents sur des périodes ultérieures de sa néfaste activité.

Numéro spécial

Ce numéro spécial est consacré à la question russe. Il s'ajoute au numéro de Juin et est envoyé aux abonnés. Ainsi, nous tenons plus que nos promesses. Avec une vente élargie, nous ferons bientôt mieux encore. Profitons de ce numéro pour rappeler à nos amis la nécessité de nous envoyer des abonnements aussi nombreux que possible, ainsi que des adresses d'abonnés possibles à qui nous ferons l'envoi d'un spécimen.

Mémento

Dans *La Lutte Ouvrière*, No 72 (31 Mars). La lutte des ouvriers et paysans mexicains contre l'impérialisme. — Le P. O. I. dans la grève de la métallurgie.

No 74. (14 Avril). — Le Congrès de la Région parisienne des Syndicats. — La grève de la Métallurgie.

No 75. (21 Avril). — Lettre ouverte du P. O. I. aux Socialistes de la Seine.

No 77 (5 Mai). — Documents sur le procès contre *Munis-Carlini* à Barcelone. — Lettre de *Trotsky* à la section juridique du secrétariat de la S. D. N.

No 78 (12 Mai). — Autres documents sur la provocation de Barcelone. — Témoignage de *Krivitsky* sur les Procès de Moscou. — Manifeste de la CIMT (Mantes) pour un Congrès des délégués.

No 79 (19 Mai). — Le coup d'Etat fasciste au Brésil contre Vargas.

No 82 (10 Juin). — La révolte de Cedillo au Mexique. — Congrès SFIO de Royan.